

SUD éducation revendique des mesures immédiates

1 Un vrai protocole de tests et de rupture des chaînes de contamination

Les tests massifs promis à plusieurs reprises par le ministre ne sont à ce stade qu'une chimère. Leur mise en œuvre réelle doit s'accompagner d'un protocole national adapté à la gravité de la situation (fermeture de la classe à partir d'un cas et de l'établissement à partir de trois, comme prévu initialement en septembre). Les tests doivent être effectués par des personnels de santé, et non par les enseignant-e-s comme c'est actuellement prévu.

2 Une politique de vaccination urgente

Rien n'est mis en œuvre en termes de vaccination des personnels, censée être possible à partir de mars. Le rythme doit être de toute urgence accéléré. Les personnes de plus de 50 ans qui présentent des facteurs de risque comme l'obésité, un cancer ou une maladie cardiaque doivent pouvoir être vaccinées au plus vite dans le cadre d'un dispositif mis en place par l'employeur, comme c'est le cas dans le privé.

3 Un protocole sanitaire réaliste

Les changements incessants du protocole sanitaire doivent cesser, surtout lorsqu'ils ont comme objectif de donner des chiffres inférieurs à la réalité. Ils doivent pouvoir être mis en œuvre gratuitement par tout le monde (avec l'octroi gratuit des masques aux personnels et aux familles). Les revendications de dédoublements par les équipes, notamment en collège, doivent être satisfaites.

4 Un plan d'urgence pour l'éducation

Le maintien à long terme de l'ouverture des écoles et établissements ne peut se faire qu'à condition de réduire durablement les effectifs. Il faut créer immédiatement des postes, en commençant par l'admission des listes complémentaires, des admissibles aux concours internes et la titularisation à temps plein des contractuel-le-s. SUD éducation a rendu public son plan d'urgence pour l'éducation dès le printemps, qui reste d'actualité.